



JMAASG
WP/9

**ORGANISATION INTERNATIONALE DE L'AVIATION CIVILE
BUREAU DE L'AFRIQUE ORIENTALE ET AUSTRALE**

**Réunion conjointe des sous-groupes APIRG :
Planification des opérations d'aérodrome (POA) ; et,
Gestion du trafic aérien / Gestion des renseignements aéronautiques / Recherche et
sauvetage (ATM / AIM / SAR)
(Nairobi, Kenya, du 5 au 8 juillet 2016)**

**Point à l'ordre du jour 2 : Résultats de la Réunion du Groupe régional AFI de planification
et de mise en œuvre (APIRG)/20 Conclusions /Décisions**

FORMATION CONTINUE DES DIRECTEURS NATIONNAUX DES PROGRAMMES RVSM

(Présenté par le secrétariat ARMA/ESAF)

Résumé

Ce programme de travail traite de la formation continue proposée des personnes désignées pour remplir le rôle de directeurs nationaux des programmes RVSM en vue d'appuyer les efforts consentis par l'Etat en matière de conformité aux SARP de l'OACI ainsi qu'aux diverses conclusions et décisions d'APIRG à l'appui du RVSM dans la région AFI.

Objectifs stratégiques de l'OACI A & B
Les mesures proposées figurant au paragraphe 3.

1. INTRODUCTION

1.1 RVSM a été mis en œuvre à la date du 25 septembre 2008 du cycle AIRAC (Régularisation et contrôle de la diffusion des renseignements aéronautiques) après une phase préalable à la mise en œuvre qui fût coûteuse. Au moment de la mise en œuvre, les risques globales de collision estimés se situaient en dessous du niveau cible de sécurité convenu de 5×10^{-9} accidents mortels par heure de vol.

1.2 La décision ayant conduit à la mise en œuvre du RVSM est basée sur la phase de pré mise en œuvre complet ainsi que sur le fait que les tendances de risques connaissent un fort déclin vers le niveau cible de sécurité.

1.3 En outre, tous les États étaient pleinement engagés, enthousiastes et ont signé des plans nationaux complets de sécurité en matière de RVSM.

1.4 Les participants devraient se rappeler que chaque État avait nommé un directeur national RVSM dans le but de faciliter les diverses activités et qui est considéré comme expert dans le domaine.

1.5 De nombreux États disposent encore des postes de directeurs nationaux et certains détenteurs de ces postes sont des personnes nommées à l'origine. Toutefois, il y a des États qui n'ont nommé de directeur national des programmes ARMA ou l'OACI ESAF.

1.6 Il convient également de noter qu'on a perdu l'aspect central, ainsi que la nécessité et les avantages liés à la fonction du directeur national de programmes en matière d'amélioration de la sécurité RVSM et de réduction de risques.

1.7 L'estimation actuel du risque de RVSM tel qu'illustré dans la discussion ci-dessous témoigne du risque croissant.

2.0 DISCUSSION

2.1. Selon les diverses conclusions des réunions APIRG, chaque État est tenu d'avoir un seul point de contact disponible pour faciliter toutes les questions RVSM vers et à partir de l'État concerné. Le nom et les coordonnées du point de contact doivent être déposés auprès de l'ARMA selon les modalités décrites dans annexe B du présent document de travail.

2.2 Dans de nombreux cas, certaines exigences fondamentales d'appui RVSM au sein de chaque Etat ne sont pas respectées. Il s'agit notamment du maintien de la base de données des approbations des opérations RVSM, maintien de la base de données de surveillance d'altitude, soumission des données mensuelles sur le trafic aérien, réponse à des d'événements consacrés à la sécurité RVSM et à la correspondance RVSM de routine. Cela est énoncé plus en détail dans l'annexe Annexe A du présent document.

2.3 Afin d'atteindre et de gérer efficacement le processus de surveillance, il faut qu'il y ait un point de contact unique dans chaque État.

2.4 La plus récente circulaire 3 est annexée à ce document de travail. Disponible également sur le site Web d'ARMA cette circulaire contient des directives à l'intention des directeurs nationaux de programmes. La même circulaire 3 a été présentée lors des réunions du SG. Le corps de la circulaire 3 donne le contexte et les processus liés à l'annexe A et B du formulaire de mise en candidature et la liste des tâches.

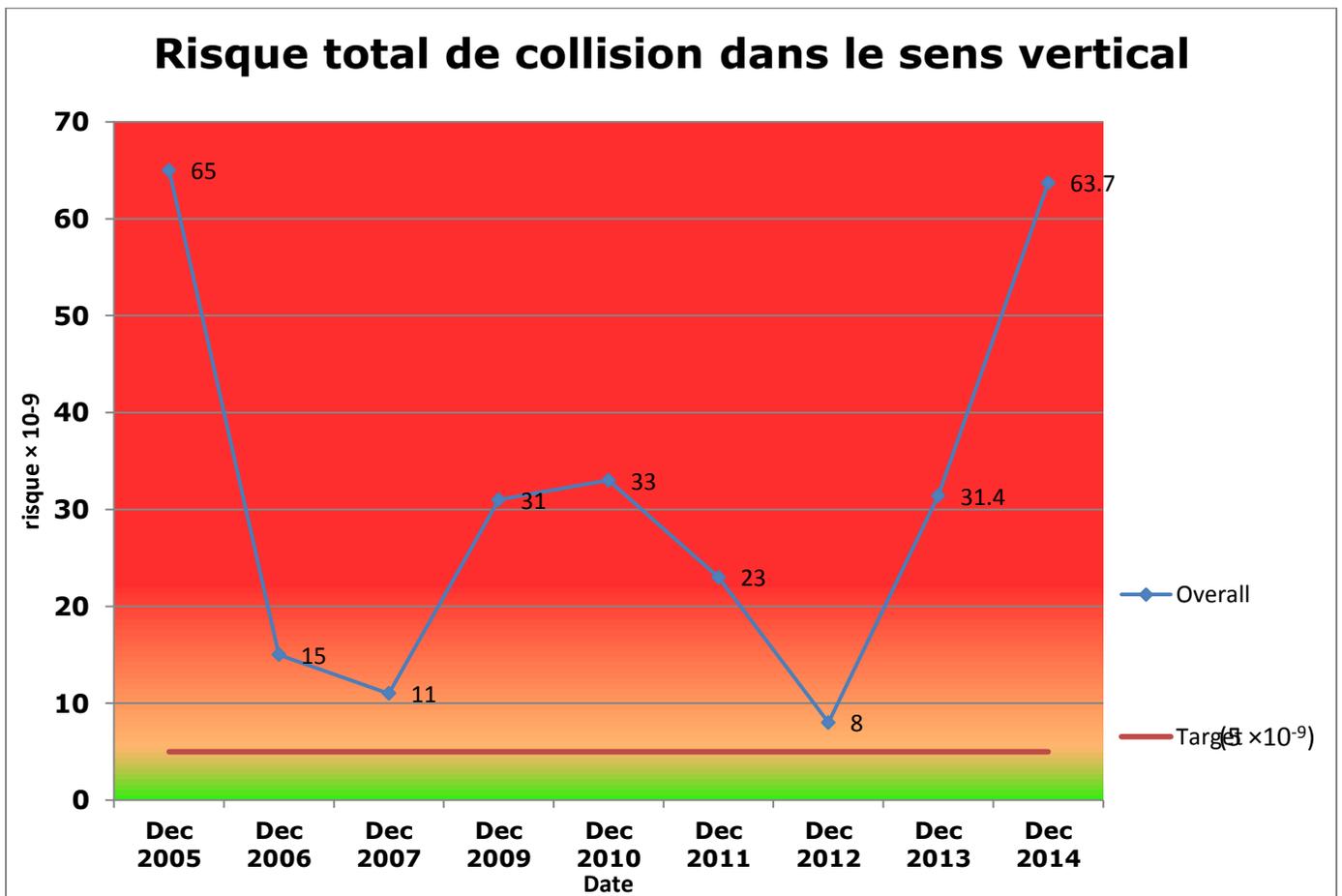
2.5 Les efforts les plus récents visant à mettre en œuvre SLOP avec l'aide du directeur national des programmes représente un excellent exemple d'un processus qui aurait pu être achevé avec le minimum d'efforts et de temps. Inutile de préciser que cette tâche APIRG n'a toujours pas été finalisée.

2.6 Au cours des dernières discussions à la réunion du GAT tenue à Johannesburg en mars 2016, il a été proposé d'organiser un atelier de formation pour le recyclage des directeurs nationaux des programmes afin de les doter des connaissances et compétences nécessaires pour s'acquitter fidèlement de leurs fonctions.

2.7 Il est demandé que cette réunion envisage de formuler une conclusion en appui de l'organisation d'un tel atelier de formation. Il est demandé que cette réunion envisage de formuler une conclusion en appui de l'organisation d'un tel atelier de formation.

2.8 En outre, ARMA prépare actuellement le Document d'orientation pour la surveillance continue de la sécurité de l'espace aérien AFI RVSM et qui fera l'objet de discussion au cours de cette formation.

2.9 Il est donc indispensable que les DNP y assistent pour bénéficier d'une formation qui leur permettra de mieux exécuter leurs fonctions, comme initialement prévu, afin d'arrêter le risque croissant présenté dans le graphique ci-dessous.



**3. MESURES A PRENDRE LORS DE CETTE
REUNION**

Les participants à la réunion sont invités à :

- a) Prendre note et examiner le contenu du présent document de travail ;
- b) Exhorter instamment les États / FIR n'ayant pas déposé le nom et coordonnées de leur point de contact unique avec ARMA de le faire aussi rapidement que possible.
- c) Appuyer la proposition selon laquelle ARMA et ESAF organiseraient un atelier de formation de DNP RVSM pour recycler les titulaires afin qu'ils contribuent à la réduction du risque de RVSM que connaît actuellement AFI.

FIN